

Coup d'envoi
Airs de fête hier à l'Atelier Sainte-Anne de Bruxelles
pour la présentation de Libertés à la presse
(pages 6 et 7)

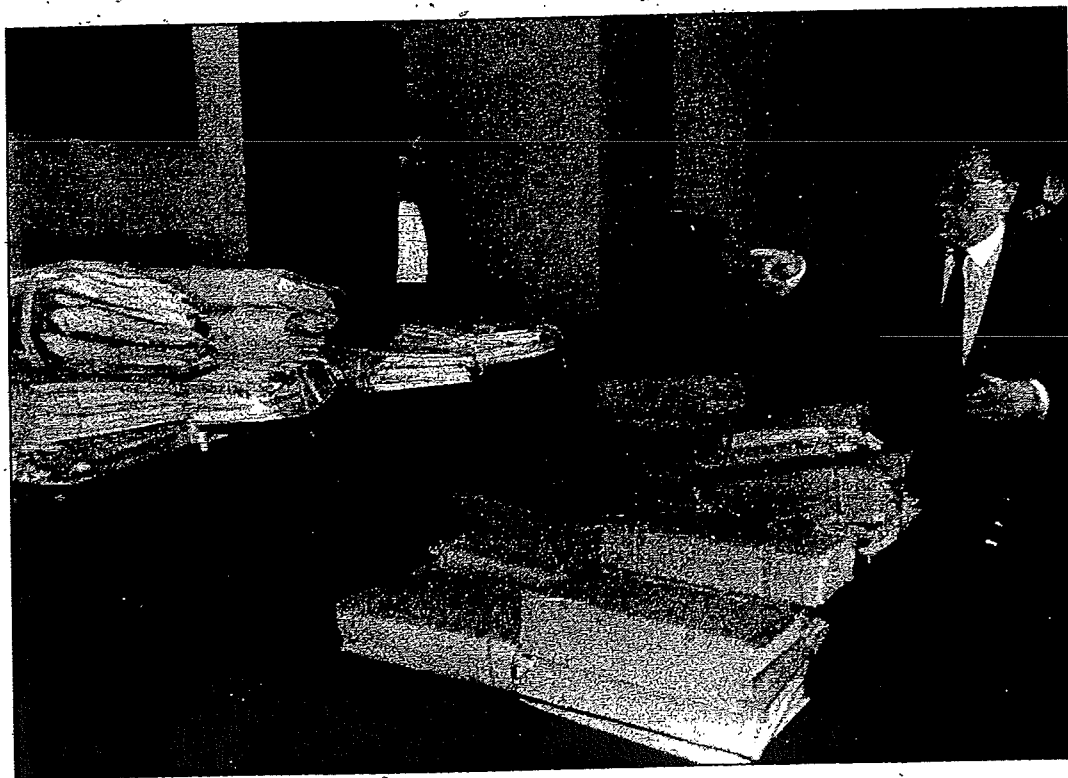
24 francs
1ère année
n. 2
Jeudi
7 février 1991

libertés

UNE AUTRE FAÇON DE LIRE VOTRE QUOTIDIEN

Affaire de Bonvoisin

DE LA FINANCE AU BANDITISME



Révélation du substitut Godbille hier au tribunal correctionnel de Bruxelles. Au menu : la société PDG, dirigée par le baron de Bonvoisin et ses liens avec des escrocs, des truands et des espions.
(page 9)

Le festival du dessin animé dans tous ses éclats
(page 14)

Exclusif

Entretien avec le président haïtien Jean-Bertrand ARISTIDE, qui prend ses fonctions aujourd'hui
(pages 2 à 4)

L'ISOC a encore frappé

Les ministres ont rendez-vous au Stuyvenbergh pour le conclave budgétaire. Trou 32 milliards
(page 8)

Les dossiers noirs de Leclerc

Le distributeur français annonce pour bientôt son implantation en Wallonie. Une aubaine? Pas si sûr. Enquête sur la face cachée de Leclerc.
(pages 10 et 11)

Guerre sainte

Par les mauvais temps, qui courent, on aurait tendance à l'oublier: Saddam Hussein est un produit du Baas irakien, un parti laïc. Mais le maître de Bagdad a su habilement jouer du sentiment religieux des musulmans. Face à l'Islam, voilà que se lève un autre intégrisme. Comment appeler autrement cet appel à une journée de prière que George Bush a lancé à ses compatriotes? Personnellement, j'aurais applaudi à une invite à la tolérance. Mais que vaut l'avis d'un citoyen, même partagé par beaucoup, devant les jeux de pouvoir des grands (?) de ce monde...

Francis CHENOT

de Bonvoisin en correctionnelle

DE LA FINANCE AU BANDITISME

Le substitut Godbille décrit une "mouvance" de sociétés liées à PDG où l'on retrouve des acteurs des affaires WNP, le major Vernailien et quelques trafiquants...

Je crois qu'il est important de signaler que la criminalité financière rapporte plus qu'un simple hold-up. J'ai des cas flagrants de personnages qui se sont reconvertis. Il y a des hold-uppeurs patentés qui se sont reconvertis en escrocs. (...) Il y a un milieu mafieux, un milieu des affaires, qui a pu rentrer en relation commerciale avec des domaines industriels, commerciaux et financiers au point de s'y confondre et bénéficier par là même d'un capital de sympathie tellement important qu'il coûte à l'imprudent ou à l'impertinent de s'y attaquer. Je puis me référer à des expériences de collègues ou de juges d'instruction, se mordant les doigts lorsqu'on a voulu les mettre dans l'engrenage. Il y a des choses vraiment extraordinaires. Celui qui fait honnêtement son travail, peut parfois se poser des questions.

Ce milieu se retrouve dans des zones d'activités à haut risque pour notre commerce extérieur. Je pense aux technologies de pointe et aux armements (...). Il se tient un filtre d'agents secrets qui agissent sous la couverture de sociétés commerciales et c'est ici qu'on arrive au dossier financiers (...). Ce milieu est bien placé pour faire miroiter d'importants marchés et lorsqu'on a fait cela, on a de l'argent! Ce ne sont pas de petites escroqueries, mais de gigantesques escroqueries. (...) Il n'y a aucune raison que Bruxelles devienne demain la capitale économique, financière et commerciale de l'Europe et non une antenne importante de la mafia".

Ces propos, prononcés en novembre 1989, devant la Commission d'enquête parlementaire sur le banditisme et le terrorisme ont sans doute pris toute leur signification, hier, au tribunal correctionnel de Bruxelles. En effet, leur auteur n'est autre que le substitut

du procureur du Roi, Jean-François Godbille, un spécialiste des affaires financières qui représentait le parquet, hier, dans l'affaire PDG de Bonvoisin. Et d'affaires louches, ramenant à des dossiers troubles tels l'affaire Vernailien, le Westland New Post et d'autres encore, il en a bien été question, au sein de la 49ème chambre.

Dans un long réquisitoire, M. Godbille a d'emblée de jeu posé le décor, en décrivant une "mouvance" d'escrocs, d'espions, de trafiquants et de fanatiques d'extrême-droite qui se retrouvent bizarrement autour de nombreuses sociétés belges et étrangères liées de près ou de loin à la société Promotion et Distribution Générale. Or, ce sont les liens étroits du baron de Bonvoisin avec PDG qui lui valent sa prévention actuelle de fraude fiscale. Illustrant ses recherches au moyen d'un schéma, le substitut a ainsi dévoilé l'existence d'une véritable toile d'araignée de sociétés regroupées autour de PDG. Point commun de la plupart de ces firmes, elles ont connu des faillites retentissantes et des ennuis avec le fisc. Ce qui en soi, pour M. Godbille est déjà étonnant : "Il y a des gens qui ont le secret pour monter successivement des sociétés qui tombent systématiquement en faillite. On peut s'interroger sur les objectifs réels de ce genre de pratiques".

Mais, il y a plus intéressant. Beaucoup plus. Ainsi, l'enquête sur PDG démontre que "des fonds transitaient un peu partout. Au Moyen-orient, en Amérique du sud, en Afrique du Sud. L'utilisation d'"hommes de paille" est elle aussi fréquente. Parmi ceux-ci, un certain M. El Anam qui intervient dès 1979 dans des tractations de PDG avec l'éc l'Arabie saoudite. Montant du contrat : 2 milliards. Objet : construction d'un "Hôtel des Postes" à Ryad. El Anam?

Une personne bien connue par un autre, ressortissant arabe, Faez El Ajaz. Interrogé par les enquêteurs, Faez explique en 1981, que El Anam est un contrebandier, interdit de séjour dans son pays.

Faez, lui-même, rapellons-le, apparaît à la lisière des affaires du Westland New Post (différents "dons" et demande de missions de renseignement) et Vernailien (attentat commis contre un major qui enquêtait, en 1981, sur l'affaire "François"). C'est en effet, la voiture de Faez qui a été utilisée pour attaquer Vernailien. Une mazda soi-disant volée dans le garage d'un certain Dehaut... qui apparaît lui dans le schéma présenté par M. Godbille, pour avoir reçu

dés fonds d'une des sociétés liées à la "mouvance" PDG.

Autre nom connu qui apparaît dans ce réseau politico-financier, selon le substitut Godbille, celui de Karel de Lombaerde. Ancien SS, De Lombaerde a été, on le sait le "mentor" du Westland New Post de Paul Latinus. Il était notamment en contact avec la société "Universal Services", dont certains documents internes établissent des liens avec une société d'import-export très présente dans le commerce des armes. Toujours au sein de la "mouvance" PDG décrite par M. Godbille, Karel de Lombaerde a travaillé pour le compte d'une société "International Contact" qui, en collaboration

avec des personnes de la région de Nice, s'est occupée de l'implantation et de la gestion de casino.

Par ailleurs, PDG -qui disposait de créances sur le Mouvement d'action pour l'unité européenne- entretenait aussi des contacts avec le Crédit Commercial et Financier de Richard Van Wijk, l'animateur de l'Ordre du Rouvre. Un autre représentant d'une droite radicale qui a terminé sa carrière financière en correctionnelle.

Autre personnalité intéressante, M. Volcher, lui aussi prévenu dans le procès PDG - mais absent à l'audience - apparaît selon M. Godbille, dans un rapport d'interpol sur le trafic de drogue et d'armes. Mais Volcher est encore plus connu pour l'exploitation avec Benoît de Bonvoisin d'un procédé "révolutionnaire", le SVB 3, visant à économiser la consommation d'essence des véhicules automobiles. "Une escroquerie", selon M. Godbille, "en marge de laquelle apparaît un certain Pierre Dex, déjà condamné pour participation à des vols en bandes armées".

Dernier aspect encore de l'affaire, les liens de PDG avec l'armée. Cette société finançait indirectement les activités du "Public Information Office", une officine anticommuniste dirigée par le major Bougerol. Or, il apparaît clairement, selon les explications de l'accusation, que Bougerol collaborait au SGR en tant que membre du SGR (Service Général de Renseignement de l'armée) et était en contact, lui aussi, avec les Phalanges Libanaises... et l'avocat français Violet, impliqué dans l'affaire des avions renifleurs. Signalant enfin que 12 enquêtes ont eu cours dans différents services de police sur les activités de PDG, M. Godbille a écarté la thèse du complot ourdi contre le baron de Bonvoisin.

Michel BOUFFIUX.



Benoît de Bonvoisin

© Europe-Action, Philippe Dijkmans